

# EXAMEN DES LIENS ENTRE LE SEXE, LES ÉVALUATIONS DU MARCHÉ ET LES INTERVENTIONS AXÉES SUR LE MARCHÉ

Desiree Zwanck Lwambo et Simon Renk

L'initiative Genre et Marchés de l'unité Analyse et cartographie  
de la vulnérabilité (ACV), PAM Afrique de l'Ouest

Septembre 2018

Publié dans le Corpus de papiers sur les transferts monétaires et le genre,  
compilé par le Cash Learning Partnership.



## RÉSUMÉ

Le présent document souligne la nécessité d'analyser le marché en tenant compte des sexospécificités pour concevoir des interventions contre l'insécurité alimentaire, comme les transferts monétaires, qui peuvent favoriser l'autonomisation économique. En se fondant sur les évaluations effectuées par le PAM et ses partenaires, les auteurs soulignent des lacunes en matière de sensibilisation, de capacités, de responsabilisation et de financement qui réduisent la disponibilité des données sur le marché tenant compte des sexospécificités. Les auteurs, citant des données probantes sur certains des principaux enjeux liés à l'égalité des sexes et aux marchés provenant d'études de cas réalisées dans le cadre de l'Initiative Genre et Marchés de l'unité Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) dans la région de l'Afrique de l'Ouest, mettent en évidence certains outils novateurs et plaident en faveur d'une meilleure compréhension des dynamiques sociales dans les ménages, les communautés et les marchés pour mieux les soutenir.

## 1. INTRODUCTION

Les interventions axées sur le marché peuvent contribuer grandement à l'établissement de systèmes alimentaires durables et au renforcement de la résilience<sup>1</sup>. La participation aux marchés n'est pas seulement un moyen pour les hommes et les femmes d'assurer leur subsistance, mais elle leur permet aussi d'exercer leur capacité décisionnelle, de préserver leur dignité, de bâtir un capital social et d'accroître leur autonomie. Les marchés et les transferts monétaires sont directement liés. Les transferts monétaires peuvent contribuer de manière importante à renforcer l'autonomisation économique des femmes au niveau des ménages et des communautés et inciter certains acteurs du marché à modifier leur comportement.

En mettant l'accent sur la création de marchés résilients grâce aux transferts monétaires et à d'autres composantes, il est possible de soutenir les phases de préparation, de rétablissement et de réhabilitation du cycle de programmation humanitaire. Cela devrait réduire au minimum la nécessité d'intervenir en cas d'urgence et faciliter un rétablissement rapide au moyen d'activités axées sur la résilience et le marché.

Toutefois, pour apporter des changements positifs par l'intermédiaire de programmes axés sur le marché, il est essentiel de comprendre les dynamiques sociales complexes qui régissent les régimes du marché et leur incidence sur les ménages et les communautés. Ces dynamiques sont intrinsèquement sexospécifiques, ce qui signifie que les garçons, les hommes, les filles et les femmes ont des responsabilités et des rôles différents dans la société et sont affecté(e)s par des formes de discrimination politique, juridique, culturelle et économique qui façonnent leur participation et leur capacité d'agir en tant qu'acteurs du marché.

L'initiative régionale Genre et Marchés de l'unité Analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM vise à rassembler des données probantes concernant l'incidence du sexe et l'effet transformateur qu'il peut avoir sur les marchés alimentaires de l'Afrique de l'Ouest<sup>2</sup>. Elle vise également à renforcer l'engagement et les capacités du PAM et des partenaires à intégrer les considérations liées à l'égalité des sexes à l'analyse du marché et à la conception d'interventions axées sur le marché, ainsi que la responsabilisation à cet égard, de manière à ce que ces interventions puissent habiliter les personnes et les communautés en situation d'insécurité alimentaire en Afrique occidentale et centrale. L'initiative adopte une perspective systémique qui permet d'examiner de près les réseaux sociaux et les chaînes de valeur et d'élaborer de nouveaux outils facilement intégrables aux évaluations du marché déjà réalisées pour rendre les écarts entre les sexes visibles et compréhensibles pour les analystes et les décideurs.

Cet article met en lumière certains des principaux enjeux cernés et certaines des leçons tirées concernant la nécessité d'analyser le marché en tenant compte des sexospécificités pour concevoir les programmes de transferts monétaires. Il présente des données probantes provenant d'études de cas régionales qui démontrent clairement l'incidence importante des écarts entre les sexes dans les marchés. Les auteurs en arrivent à la conclusion qu'on ne peut répondre à ces constatations qu'en appliquant des méthodologies tenant compte des sexospécificités.

---

<sup>1</sup> Pour en savoir plus à ce sujet, consultez le site <http://www.cashlearning.org/marches/marches>.

<sup>2</sup> Pour en savoir plus, consultez le site <https://resources.vam.wfp.org/node/106>.

## 2. ARGUMENTS

En 2015, l'initiative Genre et Marchés a fait le point sur ce que nous savions alors au sujet des sexospécificités grâce à l'analyse du marché et, plus particulièrement, au sujet des rôles des femmes dans les marchés alimentaires de l'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre d'une revue des données secondaires<sup>3</sup>, on a analysé 36 évaluations du marché effectuées par le PAM et des partenaires entre 2010 et 2016 et on a conclu que seulement 50 % de ces évaluations tenaient compte de la dynamique entre les sexes. Cela était vrai à divers degrés à toutes les étapes du processus d'évaluation (collecte, analyse et présentation des données), les plus grandes lacunes ayant été constatées dans les analyses et les rapports. Dans la section des évaluations de la sécurité alimentaire relative au marché, la ventilation des données et des renseignements sur les consommateurs comportait souvent un aspect lié au sexe. Toutefois, les principaux acteurs du marché étaient décrits comme des commerçants, sans préciser s'ils étaient des hommes ou des femmes. Seulement 7 % des évaluations comportaient une analyse comparative entre les sexes complète.

Pourquoi n'en a-t-on pas fait davantage pour comprendre la dimension du sexe dans les évaluations du marché, alors qu'il a été démontré que l'analyse comparative entre les sexes est essentielle pour offrir une aide bien adaptée aux personnes qui en ont le plus besoin<sup>4</sup> ? Dans le cadre d'une consultation régionale en mars 2016<sup>5</sup> réunissant plus de 30 membres du personnel du PAM ainsi que des membres du personnel des Nations Unies et de nos partenaires, et lors d'entrevues avec des membres du personnel du PAM de 12 pays différents de la région, trois lacunes et défis principaux propres à l'analyse comparative entre les sexes ont été soulignés et des solutions ont été cernées.

### 2.1 Lacunes en matière de sensibilisation à la nécessité d'intégrer l'analyse comparative entre les sexes à l'analyse du marché

Les évaluations de l'ACV du PAM réalisées en Afrique de l'Ouest et Centrale comprennent rarement des données ventilées selon le sexe et l'âge ou une analyse comparative entre les sexes parce que le personnel n'est pas conscient des implications et de l'importance de ce thème transversal. Le sexe est donc considéré et traité comme une obligation additionnelle plutôt que comme un élément intégral d'une analyse et d'une programmation solides. Par conséquent, lorsque les sexospécificités sont prises en compte, ce n'est que d'une manière limitée, et les responsables des programmes ne se sentent pas obligé(e)s de formuler des recommandations pour résoudre les problèmes liés au sexe et à l'âge.

Pour remédier à cette lacune, 12 études de cas ont été réalisées en Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'initiative Genre et Marchés afin de fournir au personnel et aux partenaires des données probantes sur les disparités entre les sexes qui existent dans les marchés, les ménages et les communautés en ce qui concerne notamment l'accès au capital et aux ressources productives ainsi que le pouvoir décisionnel<sup>6</sup>. Ces études ont été menées dans des milieux urbains et ruraux, dans des communautés touchées par des déplacements et des migrations internes ainsi que par des conflits ou des crises. Certaines des conclusions de ces études sont présentées dans la prochaine section afin de mettre en évidence la valeur ajoutée de la prise en compte du sexe.

<sup>3</sup> Programme alimentaire mondial (2016). *Genre et Marchés en Afrique de l'Ouest : Revue des Données Secondaires*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : [http://www.cashlearning.org/downloads/user-submitted-resources/2018/02/1518109525.Secondary%20Data\\_fr\\_v2.0.pdf](http://www.cashlearning.org/downloads/user-submitted-resources/2018/02/1518109525.Secondary%20Data_fr_v2.0.pdf).

<sup>4</sup> Comité permanent interorganisations (2006). *Femmes, filles, garçons et hommes : Des besoins différents, des chances égales*. CPI. URL : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/Gender%20Handbook%20-%20French%20FINAL.pdf>.

<sup>5</sup> Le rapport complet sur l'atelier peut être consulté sur le site <https://resources.vam.wfp.org/node/104>.

<sup>6</sup> <https://resources.vam.wfp.org/node/106>

## 2.2 Lacunes en matière de compétences et de capacités, car le personnel n'a pas reçu de formation sur la façon d'utiliser les outils et d'appliquer les documents d'orientation existants

Les documents d'orientation sur la sécurité alimentaire et les évaluations du marché actuellement utilisés dans le cadre des interventions du PAM et de ses partenaires contiennent un nombre limité de renseignements clairs et exhaustifs sur la façon dont l'analyse et les évaluations du marché peuvent tenir compte des sexospécificités. Fait important, le lien entre la dynamique du marché et le sexe n'est pas clairement décrit, et les orientations ne fournissent pas d'analyses adéquates pour aider les équipes internes d'évaluation axées sur le marché à intégrer pleinement le sexe à l'analyse. Par conséquent, les documents ne fournissent pas aux praticiens les renseignements dont ils ont besoin pour satisfaire aux normes en matière de collecte, d'analyse et de présentation de données sexospécifiques.

Il se peut que le personnel ne comprenne pas bien quelles questions poser et où chercher le bon type de renseignements. Les équipes d'évaluation recueillent peut-être des données ventilées selon le sexe et l'âge et même des données sexospécifiques, mais elles manquent d'orientation quant à la façon d'analyser et d'interpréter ces données dans les rapports. Par conséquent, l'initiative Genre et Marchés a mis au point des outils pour améliorer les capacités du personnel en matière d'analyse comparative entre les sexes et de production de rapports : un exemple est le « Cadre d'analyse de genre pour l'évaluation des chaînes de valeur », qui peut être adapté en fonction des besoins pour soutenir le cycle de programmation humanitaire<sup>7</sup>.

## 2.3 Lacunes en matière de responsabilisation à l'égard de l'intégration du sexe

En raison du fait que les priorités et les directives des gestionnaires manquent de clarté, les responsabilités du personnel à l'égard de l'intégration du sexe ne sont pas suffisamment définies et ne font pas l'objet d'un suivi adéquat. Il a été constaté que le personnel des programmes n'accordait pas la priorité au sexe au cours de l'étape de la planification des évaluations, omettant ainsi fréquemment d'orienter les équipes d'évaluation quant aux renseignements requis, ce qui se traduit par un manque de données tenant compte des sexospécificités nécessaires à la prise de décisions.

Des mesures doivent être prises à tous les niveaux de la gestion de l'organisation et des programmes pour orienter la conception des programmes qui contribuent à l'égalité des sexes dans les marchés, les ménages et les communautés. Au sein des organisations, une voie de communication régulière devrait être établie entre les responsables des évaluations et les responsables des programmes pour que les besoins en matière de renseignements sexospécifiques puissent être clairement communiqués avant qu'une évaluation ne soit effectuée. Cette voie de communication serait également utilisée par les responsables des évaluations pour communiquer leurs constatations avant qu'une intervention ne soit conçue. Il en va de même pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire et les interventions axées sur le marché.

Au niveau gouvernemental, des efforts devraient être déployés pour collaborer au renforcement de la capacité du gouvernement de recueillir, d'analyser et de rendre compte des principales données sexospécifiques relatives aux marchés et aux chaînes de valeur. Cela profitera en retour aux organismes régionaux et mondiaux qui utilisent les données recueillies par les acteurs gouvernementaux et d'autres acteurs, par exemple pour la classification de la sécurité alimentaire.

<sup>7</sup> Pour obtenir de plus amples renseignements sur cet outil, consulter le site <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp287834.pdf>.

### 3. MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES PROBANTES

Cette section présente les constatations les plus pertinentes tirées de 8 des 12 études de cas réalisées en 2016 et en 2017 en Afrique de l'Ouest pour illustrer la dynamique profondément sexospécifique des marchés<sup>8</sup>.

#### 3.1 Chaînes de valeur et sexe

L'étude de cas portant sur les marchés ghanéens souligne les rôles et responsabilités sexospécifiques des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur agricoles<sup>9</sup>. Les produits agricoles sont traditionnellement produits et vendus par les femmes. Les hommes interviennent dans les chaînes de valeur aux segments qui nécessitent plus de capital et de ressources et lorsque les marges bénéficiaires sont plus élevées. Alors que les femmes dominent la production, la transformation et la commercialisation à petite échelle des légumes (soja, niébé) et des céréales (mil) à destination des marchés alimentaires informels, les hommes quant à eux dominent la vente en gros de ces produits. Mais même pour les produits vendus principalement par des femmes, les acteurs masculins dans les chaînes de valeur ont tendance à réaliser de plus grands bénéfices que leurs homologues féminins. Les femmes ne peuvent souvent jouer un plus grand rôle dans les marchés formels et les chaînes de valeur que par l'intermédiaire des organisations agricoles, qui leur permettent de mettre en commun des investissements, d'obtenir des conditions de marchés plus avantageuses, de réduire les risques, d'augmenter leur capital social et leur capacité d'agir, de renforcer leur participation aux processus décisionnels et d'accroître l'acceptation de la défense des intérêts et de l'organisation sociale.

Les femmes et les hommes font généralement face aux mêmes contraintes et défis dans la chaîne de valeur agricole, bien que ceux-ci aient tendance à être plus exacerbés pour les femmes que pour les hommes. Les principales contraintes pour les femmes qui entrent, qui exercent leurs activités et qui sont en phase de croissance dans les chaînes de valeur agricoles ont trait aux lacunes :

- de capital (y compris la propriété foncière) ;
- en matière d'accès au crédit et aux services financiers (dus en partie au manque de capital, mais aussi aux connaissances limitées des institutions financières quant aux services adéquats dans les régions rurales) ;
- dans les compétences et les connaissances en agrotechnologie ;
- dans les services de vulgarisation ;
- en matière d'accès à la main-d'œuvre, aux entrepôts, et, principalement, aux agrégateurs et à l'infrastructure de transport.

Les disparités entre les sexes sont évidentes dans l'avantage comparatif dont jouissent les hommes à la plupart des étapes de la chaîne de valeur des produits agricoles.

Comme l'a indiqué l'OCDE, les interventions sous forme de transferts monétaires doivent tenir compte d'un grand nombre de ces enjeux, car une plus grande égalité en matière de propriété foncière, d'actifs et d'accès aux services financiers a des répercussions positives sur l'alimentation des familles, l'éducation, la sécurité alimentaire, la productivité agricole et le bien-être des femmes. À l'inverse, les faibles taux de femmes qui possèdent des terres et des actifs et un pouvoir décisionnel sur ceux-ci ont été corrélés à une vulnérabilité accrue des femmes à la pauvreté et à une réduction des possibilités de générer des revenus pour les femmes<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> La collection en ligne de toutes les études de cas, accompagnées de brefs résumés, est disponible sur le site <https://resources.vam.wfp.org/node/103>.

<sup>9</sup> Pepper, Analee (2016). *Développement de la Chaîne de Valeur, Genre et Autonomisation des Femmes au Ghana*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022432/download/>.

<sup>10</sup> Bouchama, Nejma, et coll. (2018). « Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines », *Notes ouest-africaines*, no 13. URL : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-inegalites-de-genre-dans-les-institutions-sociales-ouest-africaines\\_7357808d-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-inegalites-de-genre-dans-les-institutions-sociales-ouest-africaines_7357808d-fr).

### 3.2 L'argent comme moyen de soutenir l'autonomisation économique

Comme l'ont démontré des études réalisées au Tchad<sup>11</sup> et au Mali<sup>12</sup>, le manque d'accès des femmes aux services financiers est un problème omniprésent. Au Tchad, les initiatives de transferts monétaires du PAM ont stimulé l'économie locale tant dans les sites pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays que dans les communautés d'accueil. Les transferts monétaires ont notamment eu comme effet positif d'ouvrir des possibilités économiques, surtout pour les femmes, grâce au commerce à petite échelle et à la création d'emplois saisonniers pour les jeunes. Toutefois, comme la valeur des transferts monétaires fluctuait, ils ne constituaient pas une source fiable de revenus. On a pu constater que les bénéficiaires devaient adopter des stratégies qui compromettaient davantage leurs moyens de subsistance (comme l'émigration saisonnière ou l'endettement) et les rendaient de plus en plus vulnérables. À long terme, cela aurait pu compromettre le niveau d'autonomisation des ménages, en particulier des femmes.

Au Nigeria, une étude menée dans le cadre de l'initiative Genre et Marchés portant sur les vendeuses de nourriture ambulantes en milieu urbain à Maiduguri a révélé que bon nombre de ces vendeuses étaient des femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Celles-ci trouvaient qu'il s'agissait d'une activité viable pour acquérir une plus grande autonomie, nourrir leurs enfants et avoir un objectif plutôt que de demeurer dans les limbes à perpétuité dans un site pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays<sup>13</sup>. En Côte d'Ivoire, une étude de cas a montré que la cuisine de rue est une importante source de nourriture pour la plupart des travailleurs à faible revenu et migrants masculins d'Abidjan, mais les femmes propriétaires travaillent dans des conditions précaires et font face à des risques liés à la protection élevés<sup>14</sup>. Dans les deux cas, les injections de fonds pourraient permettre aux petits entrepreneurs d'accumuler les capitaux de démarrage nécessaires au développement de leurs activités.

Le graphique ci-dessous montre que l'accès au capital et au crédit demeure l'une des principales contraintes des commerçants du bassin du lac Tchad (aucune donnée n'est ponible pour les femmes au Niger)<sup>15</sup>. Les femmes sont plus touchées par ces contraintes que les hommes, bien que celles-ci constituent aussi un obstacle majeur pour les acteurs masculins du marché, en particulier dans les régions rurales.

<sup>11</sup> Sy, Oumar et Abdoulaye Niaré (2017). *Genre et l'accès et l'utilisation des services de crédit, de capital et d'assurance au Mali*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>12</sup> Salami, Abdoul Ali (2017). *Transferts monétaires, autonomisation et genre au Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>13</sup> Sclama, Greg et Sabrina Aguiari (2017). *Gender and Urban Street Food in Maiduguri, Nigeria*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050370/download/>.

<sup>14</sup> Simao, Johana (2017). *Étude de cas : la cuisine de rue à Abidjan, Côte d'Ivoire*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050371/download/>.

<sup>15</sup> Source : Programme alimentaire mondial, Action contre la faim et coll. (2016). *Lake Chad Basin Crisis Regional Market Assessment*. Voir aussi Pepper, Analee, Stéphane Brunelin et Simon Renk (2016). *Genre et Marchés dans la Région du Bassin du Lac Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022435/download/>.





Une femme utilise son coupon monétaire fourni par WFP. Les activités liées à l'insurrection de Boko Haram dans la région Nord-Est du Nigeria ont provoqué le déplacement de 1,62 million de personnes et ont laissé 4,7 millions de personnes en besoin d'aide alimentaire d'urgence dans les Etats de Borno, Adamawa et Yobe. WFP utilise soit de la nourriture soit des transferts monétaires pour venir en aide aux personnes déplacées qui vivent dans des camps ou avec des communautés hôtes, ou encore avec des populations hôtes vulnérables. Photo : WFP/Amadou Baraze.

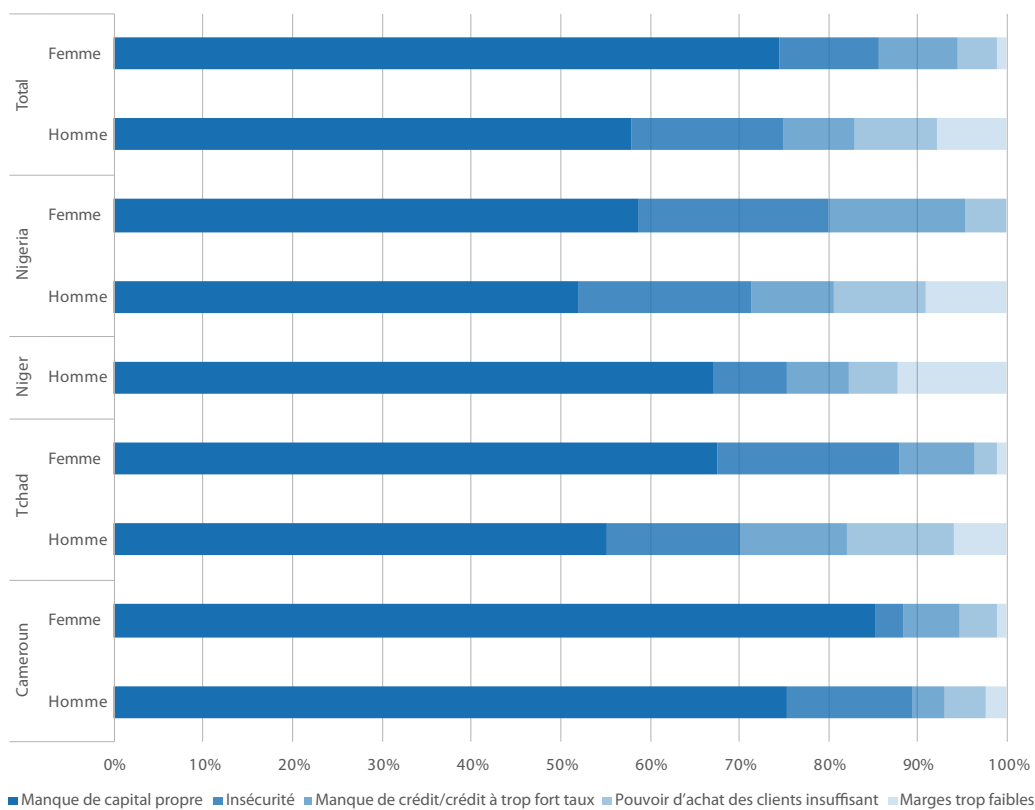


Image 1 : Principaux obstacles à l'accès des hommes et des femmes aux marchés dans le bassin du lac Tchad

Les programmes axés sur le marché, comme les transferts monétaires, peuvent ainsi atténuer certains des problèmes auxquels font face les populations en situation d'insécurité alimentaire qui tentent d'accéder aux marchés et de prospérer sur ceux-ci. Toutefois, nous devons faire attention de ne pas assimiler les gains économiques à l'autonomisation économique. Étant donné que les marchés et les communautés sont des systèmes complexes, les transferts monétaires ne peuvent pas être utilisés de façon indépendante, mais doivent être combinés à d'autres composantes, comme le soutien aux organisations agricoles de femmes, la défense des intérêts, la sensibilisation et l'éducation. Cela est particulièrement important lorsque l'objectif est de favoriser l'autonomisation des femmes au sein du ménage. Une façon d'évaluer l'autonomisation consiste à déterminer si le pouvoir décisionnel des femmes s'est accru. Toutefois, même cet indicateur peut être trompeur, car il peut ne pas refléter la véritable capacité décisionnelle que détiennent les femmes<sup>16</sup>.

Par exemple, les femmes tchadiennes peuvent utiliser les revenus de leurs propres activités entrepreneuriales comme bon leur semble, tandis que les femmes maliennes doivent demander la permission de leur mari. Cela donne l'impression que les femmes tchadiennes jouissent d'une plus grande autonomie que les femmes maliennes. Toutefois, un examen plus approfondi des responsabilités sexospécifiques des femmes au sein du ménage révèle que cette capacité demeure presque toujours théorique et qu'elle est rarement mise en œuvre en pratique. Deux raisons expliquent cela : premièrement, seulement quelques femmes interrogées au Tchad étaient en mesure de s'engager dans une activité entrepreneuriale rentable ; et deuxièmement, tout revenu que les femmes tchadiennes sont en mesure de gagner est consacré aux obligations économiques dont elles doivent s'acquitter dans leurs rôles au sein du ménage, de sorte que leur liberté financière est en réalité très limitée<sup>17</sup>.

Une dynamique similaire est au cœur des programmes d'approvisionnement du PAM axés sur la demande et en faveur des petits agriculteurs (Achats au service du progrès ou P4P). Travaillant principalement avec des groupements d'agriculteurs et d'autres partenaires, le P4P offre des formations et des ressources pour améliorer la qualité des récoltes, faciliter l'accès au financement et soutenir la commercialisation. Il ressort d'un exemple au Mali que bien qu'il y ait plusieurs facteurs qui indiquent l'autonomisation relative des femmes maliennes dans les communautés visées par le P4P, le fait de ne pas avoir accès à des outils agricoles et à de la main-d'œuvre lorsqu'ils sont indispensables réduit la capacité des femmes à profiter pleinement des programmes. Plus précisément, aux moments cruciaux de la plantation et de la récolte, les hommes ont le droit d'utiliser d'abord la machinerie et les autres actifs productifs, ce qui se traduit par des rendements plus élevés pour les hommes. Pour respecter les quotas d'achat du P4P, les femmes ont ensuite dû acheter une part de la récolte des hommes. Comme dans l'exemple du Tchad, il ne suffit pas de tenir compte séparément des facteurs d'autonomisation. On doit également prendre en compte leurs interactions les uns avec les autres, en tenant compte des facteurs qui entraînent des changements de comportements réels<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Boddaert, Mathilde (2017). *Le Transfert d'Autonomisation des Femmes des Marchés aux Ménages et aux Communautés au Niger*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>17</sup> Voir Boyer, Micah (2017). *Genre, Marché et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel : Analyse comparative du Mali, Niger et Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022436/download/>.

<sup>18</sup> *Ibid.*





Le Tchad en Afrique Centrale présente un des niveaux de famine le plus élevé au monde. Environ 87 % de sa population majoritairement rurale vivent en dessous du seuil de pauvreté. Photo : Giulio d'Adamo/WFP.

### 3.3 Argent contre travail, nourriture contre actifs et la question du fardeau excessif

Étant donné que les femmes assument déjà de lourdes charges de travail, y compris les tâches domestiques non rémunérées partout en Afrique de l'Ouest, il est essentiel de veiller à ce que la participation aux programmes de transferts monétaires qui encouragent la participation communautaire ne réduise pas la main-d'œuvre productive qui serait autrement affectée aux travaux agricoles et à la fourniture de soins. Comme le montre le graphique ci-dessous, au Cameroun, 75 % des commerçantes sur le marché étaient également responsables de la préparation des repas à la maison, contre 4 % des commerçants<sup>19</sup>.

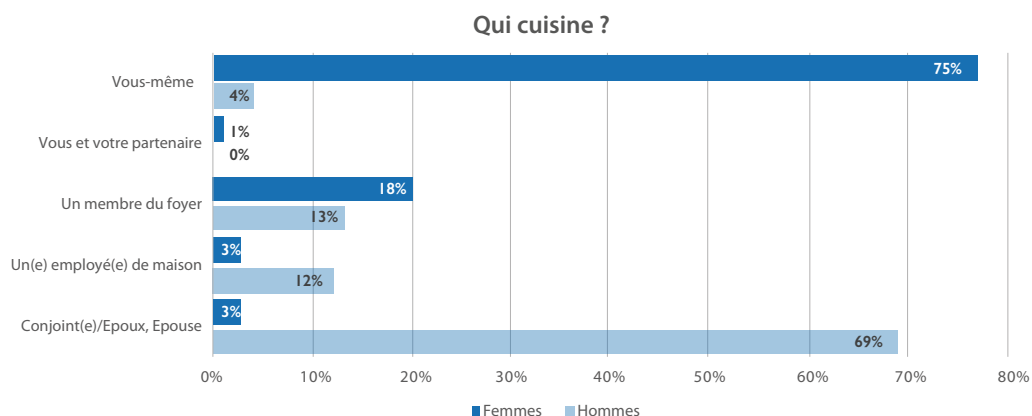


Image 2 : Responsabilités des commerçantes et des commerçants en ce qui concerne la préparation des repas à la maison (Cameroun)

<sup>19</sup> Source : Yossa, Thaddée (2016). *Chaînes de Valeur Agricoles et Genre dans le Nord du Cameroun*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000022431/download/>.

Est-il suffisant de dire que les femmes elles-mêmes choisissent de participer aux programmes parce qu'elles n'ont pas d'autres options, et que leur capacité décisionnelle est peut-être limitée au sein du ménage, ou du village, une fois que le chef s'est engagé à ce que la communauté participe ? Faut-il présumer que les femmes, ou les pauvres en général, connaissent leurs capacités et la limite à ne pas franchir pour ne pas se causer du tort à eux-mêmes ou nuire aux finances de leur ménage ? Et dans quelle mesure leurs décisions sont-elles fondées sur des choix éclairés plutôt que sur des difficultés économiques ? Par exemple, les femmes calculent peut-être qu'il vaut la peine de participer aux programmes pour avoir accès à des fonds externes ou à des donateurs à l'avenir, même lorsque cette participation leur est nuisible.

Dans le contexte du marché, il existe des mesures concrètes que tout acteur peut prendre pour alléger le double fardeau imposé aux femmes en rendant simplement le marché plus propice à la transformation des rapports entre les sexes. L'exemple du Cameroun montre que deux des principaux obstacles à la participation des femmes aux marchés sont l'absence d'installations sanitaires et d'hygiène adéquates et l'absence de garderies ou d'espaces appropriés pour leurs jeunes enfants. En prônant l'amélioration de ces conditions, les acteurs peuvent mobiliser les investissements nécessaires pour répondre aux besoins particuliers des femmes et des enfants dans le cadre du marché. En résumé, l'analyse comparative entre les sexes débouche sur de meilleurs programmes et de meilleurs résultats.

### 3.4 Capital social et réseaux sociaux

En ce qui concerne la promotion d'approches novatrices, il existe un risque opérationnel lié au fait d'envisager le pouvoir principalement comme une force contraignante plutôt que comme une force favorisant l'action. Dans le secteur du développement, les analyses comparatives entre les sexes tiennent rarement compte des rôles des hommes et des formes de masculinité, et cette omission tend à simplement reléguer les hommes au rôle d'antagonistes ou d'opresseurs. Dans le cadre des études de cas, le PAM et ses partenaires devraient être particulièrement vigilants à l'égard des hypothèses préconçues.

À titre d'exemple, une des raisons principales évoquées pour justifier les transferts monétaires ciblant les femmes est que les données probantes indiquent que les femmes investissent les revenus du ménage d'une manière plus conforme aux objectifs de développement que les hommes (c.-à-d. aux objectifs nutritionnels). Au Sahel, ces données probantes sont souvent jumelées à des études qui montrent qu'une grande partie des gains des hommes sont consacrés à des produits de luxe comme le thé. Toutefois, dans le contexte culturel local, les achats de thé peuvent être un investissement essentiel afin d'accroître le capital social et donc être nécessaires pour renforcer la résilience et protéger les moyens de subsistance du ménage<sup>20</sup>.

Cet exemple démontre que les tendances sexospécifiques dans les comportements économiques sont ancrées dans les relations sociales, et qu'on aurait tort de tirer des conclusions sur la similitude des comportements économiques sans avoir une compréhension approfondie de la nature relationnelle de ces comportements. Pour mieux expliquer certaines tendances, l'Initiative Genre et marchés a commencé à collaborer avec l'OCDE, qui effectue des recherches novatrices sur l'analyse des réseaux sociaux (ARS)<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> Boyer, Micah (2017). *Genre, Marché et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel : Analyse comparative du Mali, Niger et Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

<sup>21</sup> Walther, Olivier (2017). « Les réseaux de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest », Notes ouest-africaines, no 6. URL : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-reseaux-de-la-cooperation-transfrontaliere-en-afrique-de-l-ouest\\_b7ad4957-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-reseaux-de-la-cooperation-transfrontaliere-en-afrique-de-l-ouest_b7ad4957-fr). Voir aussi Walther, Olivier et Renk, Simon (2017). *Can Social Network Analysis Inform African Development Policies An Application to Food Security, Market Analysis and Gender*. PAM. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000021022/download/>.

L'ARS est une approche relationnelle visant à comprendre la structure des interactions sociales, économiques et politiques. Son objectif est de rendre visibles les liens entre les personnes, ce qui est particulièrement utile pour comprendre les réseaux de soutien, les liens sociaux et l'incidence que l'argent peut avoir sur eux. L'ARS est de plus en plus reconnue comme une approche utile pour comprendre l'incidence des interventions de développement et humanitaires sur les communautés locales.

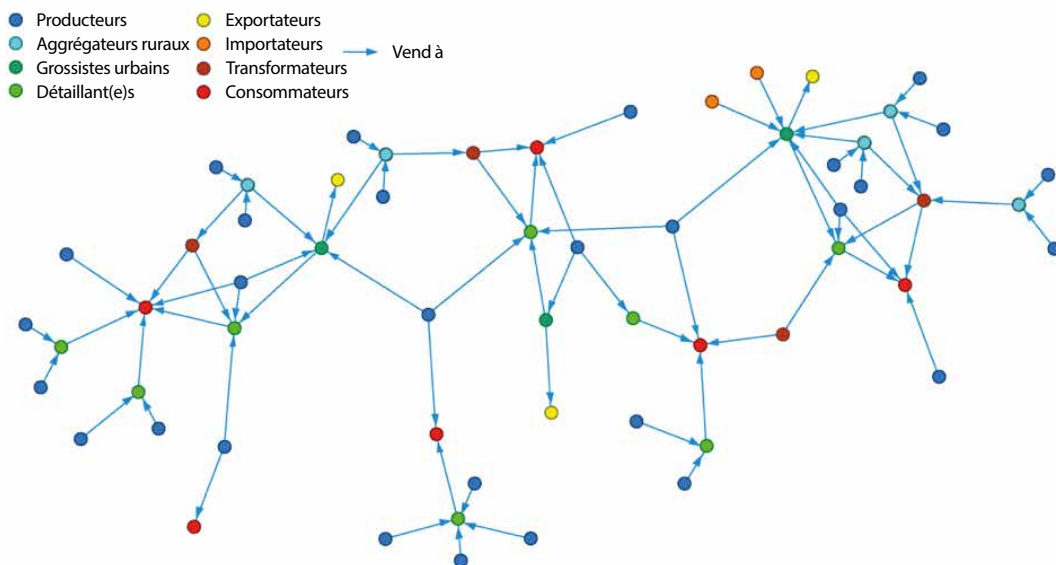
L'ARS pourrait permettre d'expliquer comment les normes sociales qui limitent les choix et les possibilités des femmes reproduisent les inégalités entre les sexes. Un système de relations inégalitaires à l'échelle des ménages et des communautés façonne considérablement la participation des femmes aux marchés. Ce système limite l'accès des femmes à des renseignements sur les prix, les conditions du marché, les nouvelles demandes des consommateurs, les fermetures de frontières et les opportunités de marché inexploitées. Il est donc essentiel pour les organismes de développement et d'aide humanitaire comme le PAM de comprendre comment le sexe est intégré dans un système plus large de normes et de pratiques sociales et comment les relations définissant la position des hommes et des femmes dans la structure sociale peuvent causer des disparités<sup>22</sup>. L'ARS, qui examine à la fois l'autonomie individuelle des acteurs sociaux et leurs contraintes structurelles, est un excellent outil d'analyse permettant aux acteurs locaux et régionaux de développer des initiatives plus efficaces et mieux adaptées susceptibles d'améliorer les interventions humanitaires en Afrique de l'Ouest.



Le programme de création d'actifs de WFP a permis au collectif de jardinage d'une femme à Walewale, dans le Nord du Ghana, de creuser une réserve pour stocker de l'eau afin de jardiner lors de la saison sèche. Photo : WFP/Nyani Quarmyne.

<sup>22</sup> *Ibid.*

### Chaîne d’approvisionnement selon la profession



### Chaîne d’approvisionnement selon le genre

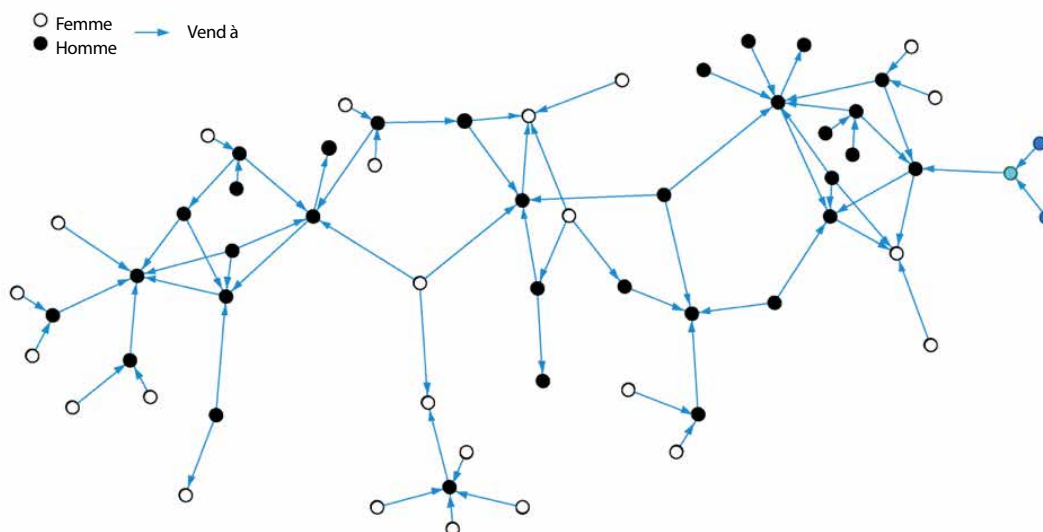


Image 3 : Exemples de cartographie des chaînes d’approvisionnement selon la profession et le genre à l’aide de l’analyse des réseaux sociaux (ARS).



## 4. LEÇONS

La discussion précédente sur les études de cas et les outils a permis d'illustrer la panoplie de facteurs qui ne sont pas pris en compte lorsque l'analyse comparative entre les sexes n'est pas adéquatement intégrée aux évaluations du marché.

Compte tenu des constatations ci-dessus, les principales recommandations à l'intention des praticiens de l'aide humanitaire et de leurs partenaires qui ont recours aux transferts monétaires, ainsi que des autres acteurs qui cherchent à effectuer des évaluations du marché et à concevoir des programmes axés sur le marché, sont les suivantes :

- Mobiliser des investissements plus importants dans la coordination, la collecte, l'analyse et la gestion des données sur le marché tenant compte des sexospécificités.
- Intégrer le sexe de manière cohérente dans les évaluations et les études.
- Renforcer la responsabilisation des acteurs à l'égard de l'intégration du sexe dans tous les domaines de leur travail, en mettant l'accent sur le leadership et une vision commune qui renforce l'engagement et la clarté des objectifs.
- Créer des systèmes de communication bidirectionnels axés spécifiquement sur les questions sexospécifiques entre les équipes d'évaluation, de surveillance, d'évaluation et de programmation.
- Renforcer les capacités des acteurs en ce qui a trait à l'analyse du marché tenant compte des sexospécificités et à la conception d'interventions axées sur le marché qui favorisent l'autonomisation des femmes et des populations vulnérables, idéalement grâce à de l'encadrement en cours d'emploi et à des communautés de pratique.
- Revoir les hypothèses au sujet du sexe, de l'autonomisation et de la sécurité alimentaire en se tenant continuellement au fait des plus récentes recherches et en participant au débat mondial sur ces sujets.
- Mettre à l'essai de nouvelles approches pour comprendre les relations à l'intérieur du ménage et de la communauté (p. ex. au moyen de l'ARN) et promouvoir des initiatives qui visent à combler le manque de connaissances sur les dimensions sexospécifiques des marchés.
- Choisir des approches intégrées et simples qui combinent diverses composantes – y compris les transferts monétaires – en un tout unifié et qui permettent de s'attaquer à la complexité des inégalités entre les sexes.

Plus important encore, il doit y avoir des échanges plus poussés entre la société civile locale, les acteurs du marché local et le secteur privé pour que l'on puisse mettre en œuvre une approche véritablement participative dans le cadre des évaluations du marché et des interventions axées sur le marché. Il faut investir dans l'innovation, encourager la réflexion novatrice et trouver les meilleures solutions pour effectuer des analyses du marché tenant compte des sexospécificités qui permettent de réaliser des économies de temps et d'argent et qui mènent à des interventions qui tiennent compte des sexospécificités. Il faut également mieux comprendre où trouver les vendeuses de nourriture sur les marchés, qui elles sont, ce qu'elles vendent et comment les mettre en contact avec les consommateurs.

Le PAM est de plus en plus axé sur le soutien aux petits agriculteurs<sup>23</sup> et investit dans l'apprentissage et l'innovation<sup>24</sup> afin d'adapter les politiques et les programmes en fonction des données probantes recueillies sur le terrain. La base de données sur les bénéficiaires du PAM, SCOPE, pourrait évoluer pour inclure des millions de personnes, ce qui permettrait au PAM de les servir plus efficacement. L'ONU et d'autres partenaires humanitaires déploient également

<sup>23</sup> Visitez le site [http://fr1.wfp.org/soutien-au-marche-des-petits-agriculteurs?\\_ga=2.37304807.617837228.1537207368-2108079206.1536533104](http://fr1.wfp.org/soutien-au-marche-des-petits-agriculteurs?_ga=2.37304807.617837228.1537207368-2108079206.1536533104) pour en savoir plus.

<sup>24</sup> Visitez le site <http://innovation.wfp.org/> pour en savoir plus.

de plus en plus d'efforts pour échanger et mettre en commun leurs données en vue de créer des bases de données communes et, parallèlement, le Partenariat mondial pour les données du développement durable suscite un intérêt croissant.

Toutefois, il faut en faire davantage pour sauver et changer des vies. De meilleures données sur les marchés peuvent contribuer à l'élaboration de meilleures solutions. Pour que des programmes de transferts monétaires efficaces puissent être mis au point, il est essentiel de comprendre les dynamiques sociales complexes qui régissent les systèmes alimentaires et leur incidence sur les ménages et les communautés. C'est en évaluant de façon cohérente les répercussions et les changements sociaux qu'une solide base de données probantes peut être créée et que des stratégies et des partenariats intégrés qui fonctionnent peuvent être développés.

## BIBLIOGRAPHIE

Boddaert, Mathilde (2017). *Le Transfert d'Autonomisation des Femmes des Marchés aux Ménages et aux Communautés au Niger*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Bouchama, Nejma, et coll. (2018). « Les inégalités de genre dans les institutions sociales ouest-africaines », *Notes ouest-africaines*, n° 13. Paris : Éditions OCDE. URL : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-inegalites-de-genre-dans-les-institutions-sociales-ouest-africaines\\_7357808d-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-inegalites-de-genre-dans-les-institutions-sociales-ouest-africaines_7357808d-fr).

Boyer, Micah (2017). *Genre, Marché et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel : Analyse comparative du Mali, Niger et Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022436/download/>.

Comité permanent interorganisations (2006). *Femmes, filles, garçons et hommes : Des besoins différents, des chances égales*. CPI. URL : <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/Gender%20Handbook%20-%20French%20FINAL.pdf>.

Pepper, Analee, Stéphane Brunelin et Simon Renk (2016). *Genre et Marchés dans la Région du Bassin du Lac Chad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022435/download/>.

Pepper, Analee (2016). *Développement de la Chaîne de Valeur, Genre et Autonomisation des Femmes au Ghana*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022432/download/>.

Salami, Abdoul Ali (2017). *Transferts monétaires, autonomisation et genre au Tchad*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Sclama, Greg et Sabrina Aguiari (2017). *Gender and Urban Street Food in Maiduguri, Nigeria*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050370/download/>.

Simao, Johana (2017). Étude de cas : la cuisine de rue à Abidjan, Côte d'Ivoire. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050371/download/>.

Sy, Oumar et Abdoulaye Niaré (2017). *Genre et l'accès et l'utilisation des services de crédit, de capital et d'assurance au Mali*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Walther, Olivier (2017). « Les réseaux de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, n° 6. Paris : Éditions OCDE. URL : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-reseaux-de-la-cooperation-transfrontaliere-en-afrique-de-l-ouest\\_b7ad4957-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/development/les-reseaux-de-la-cooperation-transfrontaliere-en-afrique-de-l-ouest_b7ad4957-fr).



Walther, Olivier et Simon Renk (2017). *Can Social Network Analysis Inform the African Development Policies? An Application to Food Security, Market Analysis and Gender*. PAM. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000021022/download/>.

Yossa, Thaddée (2016). *Chaînes de Valeur Agricoles et Genre dans le Nord du Cameroun*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. URL : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022431/download/>.

Programme alimentaire mondial, Action contre la faim et coll. (2016). *Lake Chad Basin Crisis Regional Market Assessment*. PAM.  
URL : [https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284558.pdf?\\_ga=2.213995415.1045167178.1530266278-1014079702.1530266278](https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp284558.pdf?_ga=2.213995415.1045167178.1530266278-1014079702.1530266278).

Programme alimentaire mondial (2016). *Genre et Marchés en Afrique de l'Ouest : Revue des Données Secondaires*. Dakar : Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.  
URL : [http://www.cashlearning.org/downloads/user-submitted-resources/2018/02/1518109525.Secondary%20Data\\_fr\\_v2.0.pdf](http://www.cashlearning.org/downloads/user-submitted-resources/2018/02/1518109525.Secondary%20Data_fr_v2.0.pdf).